

ALERTE

Pays de la Loire

« Législatives 2017, le collectif Alerte appelle les candidats à s'engager pour une société bienveillante, fraternelle et solidaire »

Réponse de : Laurence LEVA

Candidate 2^{ème} circonscription Vendée,
Union Populaire Républicain

“

Bonjour,

En tant que gestionnaire bancaire dans un service contentieux, c'est le nombre croissant de liquidations judiciaires d'entreprises et de faillites personnelles qui m'a incitée à m'intéresser à la politique. Et, en particulier, la politique économique.

Depuis son entrée dans l'Union Européenne, la France est passée d'un taux d'industrialisation de 24% à 12%, 3 000 usines ont fermé, 40% de nos sites de production ont disparu, notamment à cause des délocalisations. Et ces délocalisations ont été à l'origine de 200 000 suppressions d'emplois. Le **déclin de l'industrie française** va en s'accéléralant car notre outil industriel est vieillissant, avec un âge moyen approchant les 20 ans. Ce vieillissement est dû au fait qu'il n'y a pas eu de réelle politique industrielle, nos politiciens préférant privilégier la recherche et les nouvelles technologies au détriment de notre tissu industriel qu'on laisse se délocaliser à souhait sous couvert de libéralisme.

De plus, les industries ont besoin de faire appel au crédit bancaire pour rénover leur parc industriel. Or, comment investir en confiance lorsque la demande des consommateurs n'est pas au rendez-vous ? Ces dix dernières années, les dépenses de consommation des ménages n'ont progressé que de 0,6 % en moyenne par an. Ainsi, si les entreprises n'investissent pas, c'est surtout parce que le volume de leur carnet de commande ne leur permet pas.

D'autre part, le taux de risque/rentabilité des capitaux propres ne cesse de s'alourdir, ce qui réduit fortement l'investissement des entreprises françaises en les incitant à donner la priorité à la distribution des dividendes et aux rachats d'actions. Toujours au détriment de l'investissement. Il en résulte que, lorsque les entreprises françaises créent de la richesse, elles ne l'utilisent pas assez pour investir, préparer l'avenir ou embaucher, ni pour renforcer leur compétitivité. Elles l'utilisent en privilégiant la rémunération de leurs actionnaires et, en agissant de la sorte, elles pénalisent le secteur productif.

Ce préalable concernant l'industrie française est pour moi le nerf de la guerre. Car on ne peut sortir de la précarisation et de la régression sociale qu'en favorisant la création d'emplois. Nous constatons que les directives de l'Union Européenne sont surtout des lois favorisant les emplois précaires, comme la loi El Khomri, visant à terme la réforme totale du Droit du Travail, ou encore les libres échanges commerciaux, autorisant les délocalisations et l'embauche de main-d'œuvre moins chère en dehors du territoire national.

Pour l'UPR, la lutte contre la pauvreté passe obligatoirement par la sortie de l'Union Européenne et de la zone euro. Le Royaume-Uni en est un exemple parlant : depuis le Brexit et, en l'espace d'à peine un an, le taux de chômage britannique est passé de 4% à 2%. En protégeant nos entreprises, et en mettant en place un vrai programme de relance de l'outil industriel et de l'emploi, nous lutterons contre la précarisation. Rien que le passage de l'€ au Franc, avec une dévaluation de 10% à 20% prévue par les économistes, permettrait une relance de la production et, par conséquent, la création de 1 à 2 millions d'emplois. En effet, un Franc dévalué par rapport à l'€ attirerait plus de touristes et encouragerait nos exportations.

ALERTE

Pays de la Loire

Réponse à l'interpellation du collectif ALERTE des Pays de la Loire des candidats aux élections législatives 2017

En reprenant sa souveraineté, la France pourrait également sauver son **modèle social** basé sur ses nombreux services publics et sa Sécurité Sociale gratuite pour tous. Le modèle social proposé par l'UE est le même que celui des États-Unis : celui d'un accès aux soins et à l'éducation en fonction des revenus, créant une société totalement inégalitaire. Il est à rappeler qu'aux États-Unis, soit disant l'une des plus grandes puissances mondiales, 15% de la population, soit 50 millions de personnes n'ont aucune couverture sociale. En France, nous commençons à voir apparaître des déserts médicaux et il est certain que le déficit organisé de la Sécurité Sociale n'a pour but que le développement des mutuelles privées. Afin d'assurer une justice et une équité sociale entre tous les citoyens français, l'UPR souhaite inscrire la Sécurité Sociale dans la Constitution et mettre un terme à la marchandisation de la santé en refusant de la soumettre aux règles de la concurrence. Certaines nationalisations sont également au programme de l'UPR. Nous ne devons pas autoriser la privatisation d'entreprises nationales comme EDF, Engie (ex-GDF), Orange (ex-France Telecom), toutes les sociétés d'adduction d'eau, toutes les autoroutes, TF1, TDF (Télédiffusion de France), ainsi que tout établissement financier secouru par des fonds publics.

La lutte contre la pauvreté passe aussi et surtout par un **meilleur accès au savoir** pour tous et une complète intégration en favorisant la mixité sociale. Les communes devraient répartir de façon équilibrée les logements sociaux afin d'éviter la création de ghettos scolaires. Dans les zones d'éducation prioritaire, l'UPR demande qu'une prime mensuelle significative soit accordée aux enseignants chevronnés qui demanderont à y être affectés. Sur tout le territoire français, il est nécessaire d'adopter des mesures d'urgence visant à couvrir le nombre d'enseignants largement insuffisant à l'heure actuelle. Nous demandons également un nombre conséquent d'embauches de personnels non-enseignants tels que des conseillers d'orientation, psychologues, surveillants, assistants d'éducation, infirmiers...

Outre le renforcement de la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (loi SRU), l'UPR souhaite résorber la **pénurie de logements** en relançant la construction de logements sociaux par la mise en chantier de 80 000 logements par an en supplément de ceux déjà prévus. Pour les logements déjà existants, il faut renforcer le contrôle de conditions de vie satisfaisantes en s'assurant d'un confort minimal (installations sanitaires, chauffage, électricité).

Alors que notre appartenance à l'UE était sensée nous apporter la croissance et le plein emploi et que l'€ devait faire le contrepoids face à l'impérialisme du dollar américain, nous voyons bien dans les faits que c'est le contraire qui s'est produit. Notre pouvoir d'achat s'est dégradé, notre taux de chômage a augmenté et, ces 10 dernières années, 1 million de français ont basculé sous le seuil de pauvreté.

Parmi cette population grandissante en situation précaire se trouvent des personnes âgées dont la **retraite** ne leur permet pas de mener une existence digne et convenable. L'UPR s'élève contre l'augmentation du nombre d'annuités et le report de l'âge légal de la retraite. Le principe de retraite par répartition devrait également être inscrit dans la Constitution et le minimum vieillesse revalorisé à 950€ par mois.

En ce qui concerne la radicalisation de certaines banlieues, l'UPR dénonce la stigmatisation de tout Français en vertu de ses origines sociales ou ethniques ou bien de ses convictions politiques ou religieuses. Il est évident que des mesures concrètes sont à mettre en œuvre sur place afin d'éviter la montée des **extrémismes religieux**. Mais, plus globalement, nous pensons que les médias attisent les divergences religieuses afin de provoquer un conflit social permettant la mise en place de lois policières visant à réduire la liberté d'expression. Personnellement, je mets en doute la véracité de certains faits concernant des attentats commis par de groupuscules extrémistes musulmans, de nombreuses incohérences ayant par la suite été révélées. Par ailleurs, il est de notoriété publique que les États-Unis sont à l'origine de la création de Daesh à des fins géopolitiques. La sortie de la France de l'OTAN permettrait de ne plus participer à des guerres qui ne nous concernent pas, nous préservant ainsi de tout risque d'attentats islamistes. Nous craignons que la participation de la France aux guerres perpétrées au Moyen-Orient ne l'entraîne dans un troisième conflit mondial.

En **conclusion**, même si l'Union Populaire Républicaine se revendique souverainiste, elle n'est en rien un parti nationaliste. Le souverainisme de l'UPR est un souverainisme social, c'est-à-dire une politique orientée vers la protection de nos acquis sociaux. Nous souhaitons sortir de l'UE, de l'€ et de l'OTAN afin d'éradiquer la précarisation galopante de notre pays, tout comme celle des autres pays grands perdants de l'UE, notamment ceux appelés PIGS (Portugal, Italie, Grèce, Espagne). Notre programme s'inspire du Conseil National de la Résistance de 1944, qui était l'union des patrons et des ouvriers, rejetant toute référence à la lutte des classes pour ne pas être vecteur de division entre les Français.

Une vie meilleure est possible en dehors de l'UE et vous pouvez compter sur les candidats UPR pour défendre notre patrimoine culturel et social. Nous mettrons tout en œuvre pour faire de la lutte contre la pauvreté une politique prioritaire.

Je me tiens à votre disposition pour de plus amples échanges si vous le souhaitez.

”

Bien à vous,